



Exposé Denis Garnier

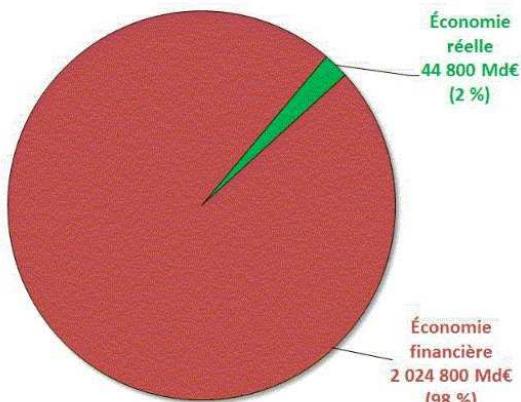
(Auteur du livre – « Libérez-vous de l'économie contre le travail »)

Éditions le Manuscrit – Paris 2011)

Comment en est-on arrivé là ?

1^{er} constat : l'économie réelle ne représente que 2% des échanges monétaires !

Répartition entre l'économie réelle et l'économie financière en 2007 (Sources : BRI, FMI)



© Olivier Berruyer, www.les-crises.fr

- Régulation de l'économie par les Etats
- Contrôle de l'économie par le marché

En clair, les Etats ont une emprise sur les 2% de la totalité de la manne financière qui circule.

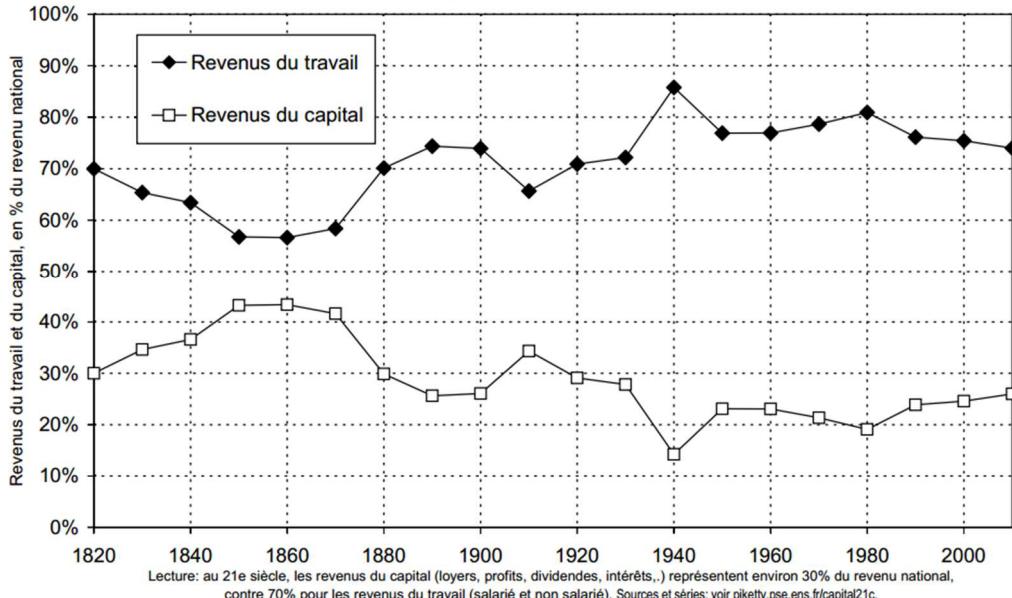
Une taxe de 0,038% sur la spéculation et c'est le plein emploi sur la planète !

(Source ONU)

2^{ème} constat : les revenus du travail perdent du terrain depuis 1980 !

Sur les 2% de finance qui circulent, le capital prend de plus en plus sa part au détriment du monde du travail.

Graphique 6.2. Le partage capital-travail en France, 1820-2010



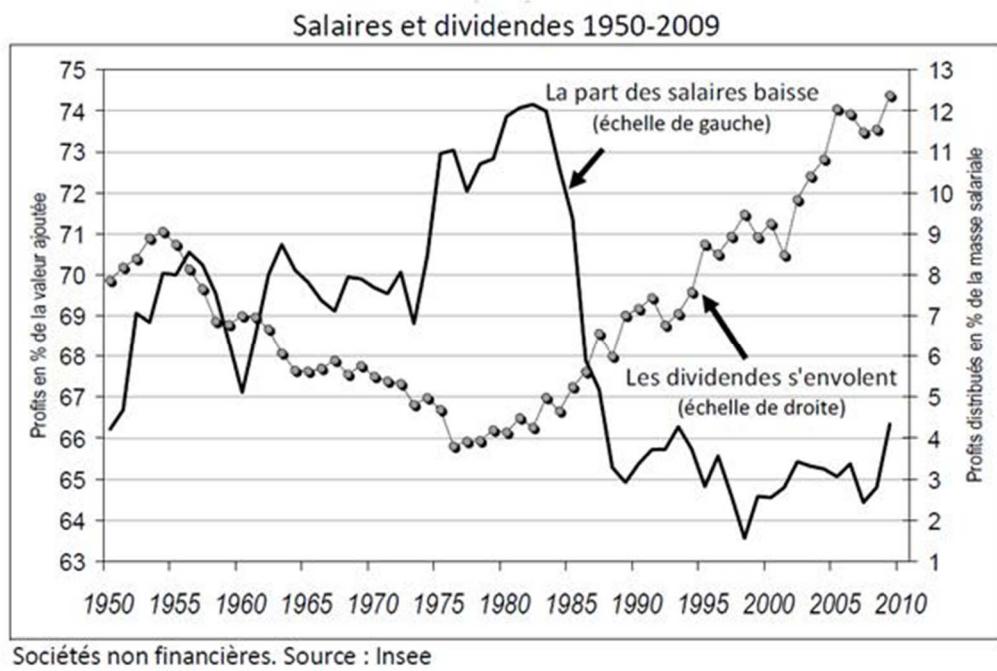
En 2010 le rapport entre les revenus du travail et les revenus du capital était de 75/25.

Il était de 80/20 en 1980.

Un écart de 5% = 100 milliards d'euros par an qui manquent au monde du travail. (retraite, sécurité sociale, salaires, etc.)



3^{ème} constat : les dividendes s'envolent !



- La France, championne du monde de la distribution de dividendes !
- 67% des bénéfices sont versés aux actionnaires !
- Les quarante plus grands groupes français ont versé 57,4 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018 !

4^{ème} constat ; la dette s'envole, mais pas la charge des intérêts :

- 1980 = 92,2 Milliards
- 2000 = 870 milliards
- 2018 = 2 300 milliards !
- 2019 = 100% du PIB !

Avec la réduction des taux d'intérêts le poids de la dette sur les finances publiques a baissé de 7 milliards depuis 2012 !

Il est donc faux d'affirmer que la dette est la cause de tous les malheurs ! C'est un prétexte pour continuer l'austérité contre le monde du travail.

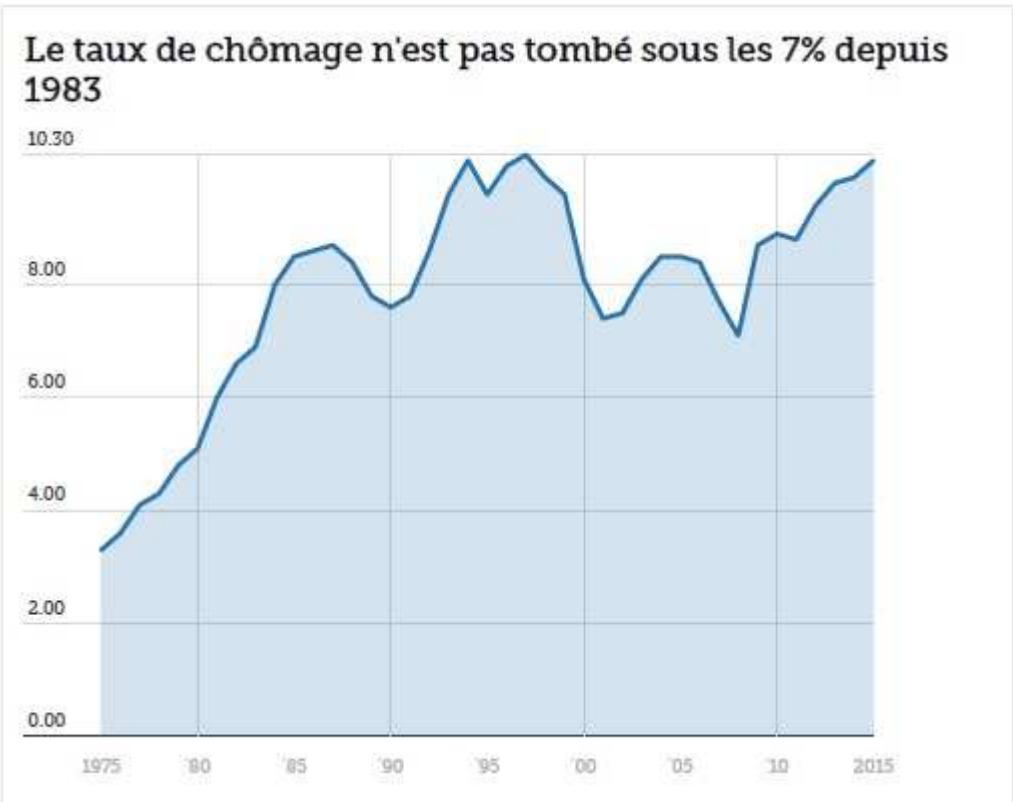
Évolution de la charge de la dette de l'Etat français

Année	Montant (Mds €)
2011	46,3
2012	48,8
2013	44,9
2014	43,4
2015	42,1
2016p	44,5
2017p	41,8



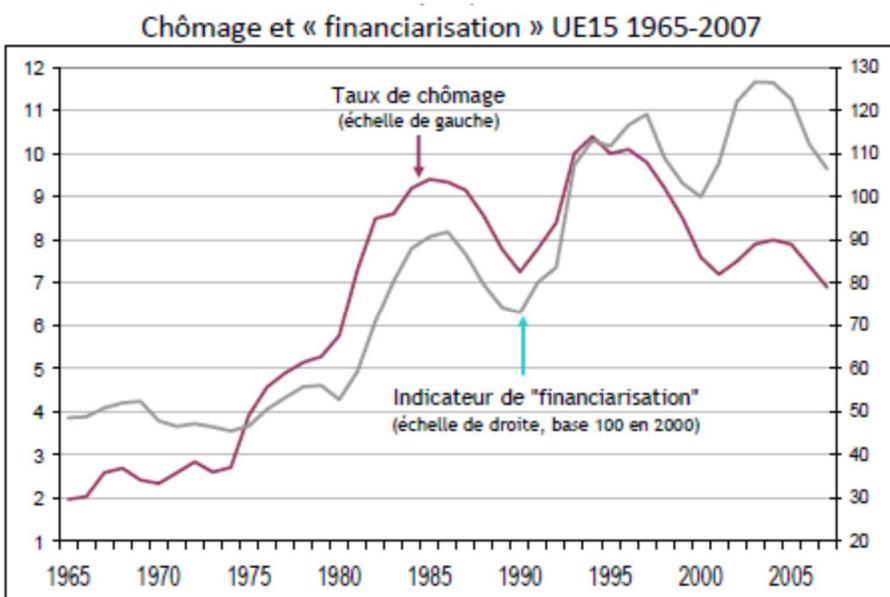
5ème constat ; le chômage par la financialisation:

Le taux de chômage n'est pas tombé sous les 7% depuis 1983



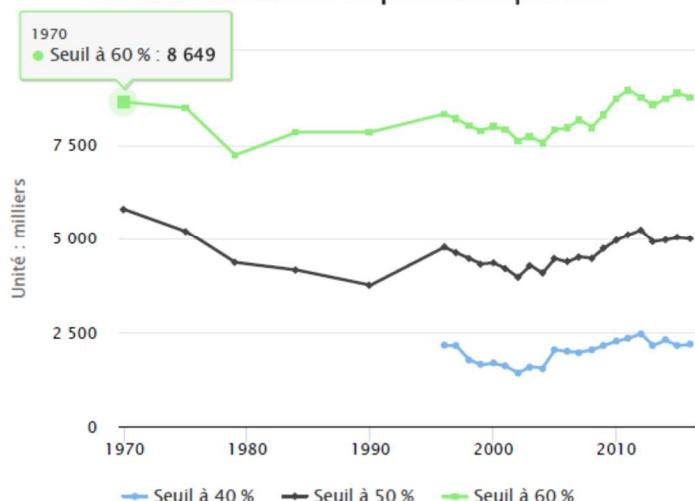
40 ans que les mêmes recettes sont appliquées pour les mêmes résultats !

La financialisation de l'économie source de chômage



6ème constat ; les inégalités explosent

Évolution du nombre de personnes pauvres



600 000 pauvres de plus en dix ans

Entre 2006 et 2016, le nombre de personnes concernées a augmenté de 630 000 personnes au seuil à 50 % et de 820 000 au seuil à 60 %. Principalement sous l'effet de la progression du chômage.

(Source observatoire des inégalités)

Et de plus en plus de riches !

En vingt ans, la fortune cumulée des dix plus grandes fortunes françaises a été multipliée par 12, parallèlement 1,2 million de personnes supplémentaires ont grossi les rangs de la population pauvre.

Dans ce contexte, les 38 milliardaires recensés dans l'Hexagone possèdent

désormais autant que les 40 % les plus pauvres de la population.

259 000 ménages millionnaires supplémentaires en France entre mi-2017 et mi-2018, soit durant la première année du mandat d'Emmanuel Macron, relève *Le Figaro*.

Les pays des millionnaires

Nombre de millionnaires par pays en 2016, en milliers *



* Personnes ayant un patrimoine d'un million de dollars ou plus, à l'exception des résidences principales, des collections, des biens de consommations durables ou non.

Source : World Wealth Report 2017 Capgemini

statista



conférence /débat jeudi 21 mars 2019 à Saint-Pierre-et-Miquelon

**MACRON, LE LIBRE-ECHANGE,
LA FIN DU MONDE, LA FIN DU MOIS,
LA MISERE, LE CHOMAGE,...**



Il existe d'autres solutions économiques !

- Des centaines d'économistes demandent une autre politique !
- Le signe de changement de Cap passe par le rétablissement de l'ISF !
- Les 40 milliards du CICE en partie vers les TPE et PME et non vers le CAC 40 !

L'imposition dans les temps de crises !

- Aux États-Unis, la tranche supérieure des revenus des plus riches était imposée à 91 % jusqu'en 1964.
- Au Royaume-Uni, ce taux s'élevait à 83 % lorsque Margaret Thatcher est arrivée au pouvoir en 1979.
- En France, les plus riches payaient entre 60 et 80 % d'impôt sur la tranche supérieure de leurs revenus durant toute la période de l'après-guerre.

Une augmentation provisoire du taux d'imposition à 80% au-delà de 400 000 euros par an supprimerait la dette en quelques années



Et en plus

80 MILLIARDS SONT DEJA LA, DES 2020 !

- **5 milliards** : Le rétablissement de l'ISF,[1] et impôts sur tous les revenus perçus en France. (*Quel que soit le pays de résidence*)
- **5 milliards** : Augmentation de la taxe sur les transactions financières de 0,3% à 1% et applicable à toutes les opérations sur les actions.[2]
- **40 milliards**: Suppression du CICE. (40 milliards) [3]
- **30 milliards** : Abrogation de 30 milliards de niches fiscales et sociales (sur 102 milliards)[4]

Progressivement les 100 milliards qui manquent au monde du travail pourront être récupérés pour :

PREMIERE UTILISATION DES PREMIERS 80 MILLIARDS (PAR AN) !

- **1 milliard** : Recrutement massif d'inspecteurs fiscaux et sociaux pour partir à la chasse des fraudeurs.
- **20 milliards** : Allocation (1) à toutes les personnes se situant en dessous du seuil de pauvreté (9 millions)
- **Revenu minimum du travail égal à 140% du seuil de pauvreté**, soit environ 1 500 euros net en 2019
- **30 milliards** : Augmentation générale des salaires (*SMIC, conventions collectives et Fonction publique*) Redistribution directe par l'Etat (1) à tous les salariés et à tous les fonctionnaires qui sont en dessous du revenu médian en France,
- **10 milliards** : Création d'une 5^{ème} branche sécurité sociale pour financer la dépendance. Objectif : reste à charge 0 pour les descendants. (*800 000 personnes âgées à 1000 euros par mois. Actuellement il y a environ 600 000 personnes en hébergement complet*)
- **3 milliards** : revalorisation des métiers de l'enseignement et de la recherche
- **1 milliard** : Recrutement de 20 000 agents dans les hôpitaux et EHPAD
- **5 milliards** : Augmentation de 50% du budget de la justice.
- **10 milliards** : Transition écologique et logements

Total = 80 milliards de redistribué par an !



Et il resterait de la marge pour les Outre-mer !
Y compris pour Saint-Pierre-et-Miquelon

500 euros par mois pour 4000 personnes de l'archipel

cela représente 24 millions d'euros, soit 10% du PIB de l'archipel !

La réduction des prix c'est possible si l'Etat prend à sa charge les frais de fret

Avec une autre politique c'est possible !



conférence /débat jeudi 21 mars 2019 à Saint-Pierre-et-Miquelon